



Communiqué de presse de France Libertés du 20 juillet 2012

Le Sénat de Berlin a signé le 18 juillet 2012 un contrat de 618 Millions d'euros pour récupérer à 75% sa régie publique des Services de l'Eau.

Depuis 1998, ville et région de Berlin étaient liées pour leur gestion de l'eau à deux géants : l'allemand RWE et le groupe français Veolia. Le Sénat a récupéré la part de RWE et propose maintenant au groupe français Veolia son ticket de départ !

Le contrat de 1998 était conclu pour durer 30 ans. En 2011, les citoyens de Berlin ont décidé par un vote à 98% de oui dans le cadre d'un référendum de reprendre la gestion de l'eau et de l'assainissement en service public. Les contrats aux privés étaient truffés de clauses secrètes et confidentielles qui ont notamment permis cette victoire du Berliner Wassertisch "initiative de la table ronde" avec l'appui des Partis Pirates et écologistes.

Evidemment le prix du service de l'eau reste trop élevé pour les activistes de cette initiative, mais l'essentiel est que le groupe français soit mis en minorité, le Sénat contrôlant de nouveau à 75% l'Eau dans la ville et dans la région. L'heure était à la fête hier mais les activistes s'attaquent déjà au prochain objectif : Avec 30.000 signatures, un référendum sur la gestion publique de

l'énergie est possible. Le référendum populaire sur l'eau était le premier qui avait réussi dans la ville : alors que l'autorisation pour un référendum nécessitait 20.000 signatures, le référendum sur l'eau a obtenu une participation de 660.000 votants !

C'est une victoire de la démocratie directe dont le consommateur allemand est directement bénéficiaire : le prix de l'eau a pu baisser de 20% ! L'initiative des Citoyens a en effet obtenu le soutien de la Cour Nationale de la Supervision de la concurrence : c'est dans ce cadre que les groupes privés ont été condamnés à une baisse de 20% du prix du service de l'eau. La mise en

place de ces nouveaux prix a été mise en œuvre dès le 1er juillet. Cet acte profondément civique de reprise en main du service de l'eau par les citoyens eux-mêmes via le référendum a fait fuir le géant allemand RWE. De son côté, le groupe français Veolia Environnement, qui détient 24,95% du service de l'eau de Berlin, vient de faire savoir qu'il comptait également vendre sa participation.

France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand salue le travail citoyen des berlinois et se réjouit de ce retour à une gestion publique à l'instar de nombreuses villes dont Paris. La mise en œuvre de ce référendum très populaire, après ceux organisés en Uruguay et en Italie, est une très bonne nouvelle pour nos démocraties. Il ne faut pas pour autant penser que tout est gagné car le cas récent de la Communauté d'agglomération des Lacs de l'Essonne montre qu'une multinationale n'a pas hésité à utiliser une officine pour déstabiliser les élus de cette agglomération et de Paris. Dans la période de crise que nous traversons la démocratie semble en danger. Comme à Berlin, c'est l'action des Citoyens qui doit permettre de la renforcer.

[Retrouvez le communiqué de la Fondation France Libertés concernant le retour en régie publique de Berlin.](#)